



**Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme
au Centre d'Etudes Spéciales (CES)**

27 janvier 2009

**La bataille pour les cœurs et les esprits : le
gouvernement du Hamas dans la bande de Gaza
réunit des "preuves" en vue d'intenter de futures
poursuites contre des personnalités israéliennes pour
leurs prétendus "crimes de guerre", dans le but de
renforcer le récit de sa "victoire" dans l'Opération
Plomb Durci**

1. Dès la fin de l'Opération Plomb Durci, Ismail Haniya, le Premier ministre du gouvernement du Hamas dans la bande de Gaza, a sollicité l'envoi d'observateurs internationaux chargés d'examiner les prétendus "crimes de guerre" commis par Israël. Il a également exigé que la direction israélienne ("la direction de l'occupation") soit jugée devant un tribunal international (Télévision Al-Jazeera, 18 janvier 2009). Ces tactiques visent à renforcer les allégations diffamatoires du Hamas selon lesquelles Israël a agi uniquement contre des civils, dans le but de considérer l'opération de Tsahal comme un "holocauste" des résidents de Gaza.¹

2. Dans le cadre de la campagne de propagande du Hamas, Ismail Haniya a nommé une commission ad hoc chargée de rassembler des documents sur l'opération de Tsahal dans la bande de Gaza, afin de fonder des poursuites contre les "criminels de guerre sionistes." La "source d'autorité" de la commission sera le ministre de la Justice du gouvernement du Hamas **Faraj al-Ghoul** (le président de la faction du Hamas au Conseil Législatif Palestinien). Elle sera présidée par **Dhiaa al-Din Madhoun**, autre activiste du Hamas. Le président de la commission

¹ Pour plus de renseignements sur la campagne de diffamation du Hamas, voir notre article du 20 janvier 2009 (en cours de traduction) intitulé: "La bataille pour les cœurs et les esprits : dans le cadre des tentatives du Hamas de faire passer son message de "victoire" dans l'Opération Plomb Durci, ses porte-parole déforment la réalité des combats qui ont eu lieu. Cette tentative du Hamas est contrecarrée par la contradiction évidente entre une rhétorique mensongère et la situation sur le terrain."

a annoncé que des équipes incluant "des juristes et des enquêteurs" avaient été mises en place avec 160 membres disséminés dans toute la bande de Gaza et chargés de "documenter les crimes d'Israël." La commission devait commencer à opérer le 24 janvier (Site Internet PalMedia, Gaza, 26 janvier 2009).

3. L'objectif de cette "activité de documentation" du Hamas est d'attaquer et de diffamer Israël et de le représenter comme ayant porté atteinte aux civils, tout en passant sous silence la dissimulation de l'infrastructure militaire du Hamas dans des secteurs civils à forte densité. Cette documentation n'ayant aucune base objective et véridique, elle n'est rien de plus que de la propagande flagrante et de la manipulation d'opinion publique visant à dénigrer Israël. Au demeurant, Ismail Haniya, le Hamas et les pays les soutenant ne font **aucune mention** des tirs aveugles de roquettes ayant visé les centres urbains israéliens, ni de l'utilisation par le Hamas de la population civile comme bouclier humain, qui sont deux modes opératoires considérés comme des **crimes de guerre**. Ainsi, les auteurs des crimes de guerre eux-mêmes et leurs partisans sont actuellement engagés dans la collecte de preuves contre Israël, pays victime des tirs continus de roquettes et d'obus de mortier depuis plus de huit ans.

4. L'action du Hamas est susceptible d'être **soutenue** par les pays arabes et par des éléments anti-israéliens au Moyen-Orient ainsi que dans d'autres pays étrangers, toujours prêts à prendre en marche le train anti-israélien. Par exemple, **Ahmed Abu Ghait**, le ministre égyptien des Affaires étrangères, est parti pour Bruxelles afin de présenter l'initiative égyptienne de résolution de la situation dans la bande de Gaza. A son arrivée, il a déclaré que l'Egypte soutenait l'effort palestinien pour présenter la cause de Gaza devant un tribunal international de justice. Il a ajouté que l'Egypte était l'un des pays à avoir soulevé cette idée devant le Conseil de Sécurité de l'ONU (Agence de presse du Moyen-Orient et site Internet Ilaf, 26 janvier 2009). Renforçant son soutien médiatique au Hamas, la chaîne **Al-Jazeera** a multiplié le nombre de ses correspondants dans la bande de Gaza afin de témoigner des dégâts causés à la population civile pendant les combats (sans faire référence à ce que le Hamas considère comme préjudiciable à sa campagne de propagande: le fait de placer son infrastructure militaro-terroriste dans des secteurs civils très peuplés, les dégâts causés à cette infrastructure et les dégâts subis par la population israélienne suite aux tirs de roquettes et d'obus de mortier).